



## Conseil de sécurité

PROVISOIRE

S/PV.2736  
19 février 1987

FRANÇAIS

---

### COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 2736<sup>e</sup> SEANCE

Tenue au Siège, à New York,  
le jeudi 19 février 1987, à 15 h 30

Président : M. ZUZE

(Zambie)

Membres : Allemagne, République  
fédérale d'  
Argentine  
Bulgarie  
Chine  
Congo  
Emirats arabes unis  
Etats-Unis d'Amérique  
France  
Ghana  
Italie  
Japon  
Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
et d'Irlande du Nord  
Union des Républiques  
socialistes soviétiques  
Venezuela

M. LAUTENSCHLAGER  
M. DELPECH  
M. GARVALOV  
M. LI Luye  
M. BALE  
M. AL-SHAALI  
M. WAITERS  
M. BROCHAND  
M. GBEHO  
M. BUCCI  
M. AOKI

Sir John THOMSON

M. BELONOGOV  
M. AGUILAR

---

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels du Conseil de sécurité.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 16 h 10.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est adopté.

LA QUESTION DE L'AFRIQUE DU SUD

LETTRE DATEE DU 10 FEVRIER 1987, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE  
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE L'EGYPTE AUPRES DE L'ORGANISATION DES  
NATIONS UNIES (S/18688)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Conformément aux décisions prises aux séances précédentes sur cette question, j'invite les représentants de l'Algérie, de l'Angola, de la Tchécoslovaquie, de l'Egypte, de la République démocratique allemande, du Guyana, de l'Inde, du Kenya, du Koweït, du Maroc, du Nicaragua, du Pakistan, du Sénégal, de l'Afrique du Sud, du Soudan, de la Suède, du Togo, de l'Ouganda, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la République-Unie de Tanzanie, de la Yougoslavie et du Zimbabwe à occuper les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Djoudi (Algérie), M. de Figueiredo (Angola), M. Cesar (Tchécoslovaquie), M. Badawi (Egypte), M. Ott (République démocratique allemande), M. Karran (Guyana), M. Dasgupta (Inde), M. Kiilu (Kenya), M. Abulhassan (Koweït), M. Bennouna (Maroc), M. Icaza Gallard (Nicaragua), M. Ahmed (Pakistan), M. Sarre (Sénégal), M. Manley (Afrique du Sud), M. Adam (Soudan), M. Ferm (Suède), M. Kouassi (Togo), M. Kibedi (Ouganda), M. Oudovenko (République socialiste soviétique d'Ukraine), M. Chagula (République-Unie de Tanzanie), M. Djokic (Yougoslavie) et M. Mudenge (Zimbabwe) occupent les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu des représentants de Cuba, de l'Ethiopie, de la Jamahiriya arabe libyenne et de la Mongolie des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer à la discussion de la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Selon la pratique établie, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer à la discussion sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

En l'absence d'objections, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, M. Oramas Oliva (Cuba), M. Tadesse (Ethiopie), M. Treiki (Jamahiriya arabe libyenne) et M. Nyandoo (Mongolie) occupent les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'informe par ailleurs les membres du Conseil que j'ai reçu des représentants du Congo, du Ghana et de la Zambie, une lettre datée du 19 février 1987 qui se lit comme suit :

"Nous, soussignés, membres du Conseil de sécurité, avons l'honneur de demander que, pour ses séances consacrées à l'examen du point intitulé 'La question de l'Afrique du Sud', le Conseil de sécurité adresse, conformément à l'article 39 de son règlement intérieur provisoire, une invitation à M. Lesaoana Makhandia, représentant en chef du Pan Africanist Congress of Azania (PAC) aux Nations Unies."

Cette lettre sera publiée sous la cote S/18706, en tant que document du Conseil de sécurité.

S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que le Conseil de sécurité décide d'adresser une invitation à M. Makhandia, conformément à l'article 39 de son règlement intérieur provisoire.

Puisqu'il n'y a pas d'objections, il en est ainsi décidé.

J'informe enfin les membres du Conseil que j'ai reçu du représentant du Koweït auprès des Nations Unies une lettre datée du 19 février 1987 qui se lit comme suit :

"J'ai l'honneur de demander que M. Ahmet Engin Ansay, Observateur permanent de l'Organisation de la Conférence islamique aux Nations Unies, soit invité à prendre part au débat, par le Conseil de sécurité, de la question actuellement à l'examen, conformément à l'article 39 de son règlement intérieur provisoire."

Cette lettre sera publiée sous la cote S/18707, en tant que document du Conseil de sécurité.

S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que le Conseil de sécurité décide d'adresser une invitation à M. Ansay, conformément à l'article 39 de son règlement intérieur provisoire.

Puisqu'il n'y a pas d'objections, il en est ainsi décidé.

Le Président

Le Conseil de sécurité va maintenant reprendre l'examen du point inscrit à son ordre du jour. Les membres sont saisis du document S/18705, qui contient le texte d'un projet de résolution présenté par l'Argentine, le Congo, le Ghana, les Emirats arabes unis et la Zambie.

Le premier orateur est le représentant de la France, à qui je donne la parole.

M. BROCHAND (France) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous exprimer les félicitations et de vous dire toute la satisfaction de la délégation française à l'occasion de votre accession de la présidence du Conseil.

Permettez-moi également de faire part de la gratitude de cette même délégation à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Aguilar, pour la manière exemplaire dont il a dirigé nos travaux au cours du mois de janvier.

La détérioration constante de la situation en Afrique du Sud et l'aggravation des souffrances infligées à l'immense majorité de sa population par le maintien du système de l'apartheid sont un sujet de profonde préoccupation pour mon gouvernement.

Alors que le pays s'enfonce jour après jour dans la violence le Gouvernement sud-africain apparaît singulièrement dépourvu de réalisme et de vision politique.

Il met en avant les quelques réformes récemment décidées, mais ces mesures restent le plus souvent de portée purement théorique et ne touchent pas au coeur du système. Les lois fondamentales de l'apartheid sont toujours en vigueur sans qu'apparaissent les signes d'une véritable volonté de les abolir.

Confrontées à cette situation d'une extrême gravité, les autorités sud-africaines s'enferment dans une attitude fondée sur la répression. C'est ainsi qu'en juin dernier a été proclamé sur l'ensemble du territoire un état d'urgence d'une sévérité sans précédent. Il en est résulté une nouvelle vague d'arrestations massives frappant les opposants à l'apartheid dont des milliers, y compris des jeunes de moins de 15 ans, sont détenus sans jugement. Ces mesures répressives ne peuvent naturellement rien régler, pas plus que la censure de l'information décidée en fin d'année par le Gouvernement sud-africain. La révolte gronde toujours plus menaçante dans les townships alors que la liste des victimes s'allonge et que les souffrances s'aggravent.

M. Brochand (France)

Le Gouvernement français ne peut que réitérer sa réprobation totale et sa condamnation sans faille de l'apartheid. Il est convaincu que ce système ne peut être réformé et qu'il doit être aboli dans les meilleurs délais. C'est le message que la France avait tenu à porter lors de la Journée internationale de solidarité avec la population en lutte d'Afrique du Sud, célébrée en juin dernier à Paris à l'occasion de la Conférence mondiale de sanctions contre l'Afrique du Sud. C'est le même message que le Premier Ministre français a répété avec netteté, au début de cette année, lors de l'installation de notre commission nationale consultative des droits de l'homme, en déclarant :

"C'est avec la plus grande force que la France rejette le système inacceptable de l'apartheid pratiqué en Afrique du Sud, qui constitue une forme particulièrement choquante d'atteinte aux droits de la personne."

La France entend participer, comme l'ensemble de la communauté internationale, à la recherche d'une solution. Il est clair que l'ouverture d'un dialogue avec toutes les forces opposées à l'apartheid constitue la seule option non violente en vue d'une transition de l'Afrique du Sud vers une société démocratique et non raciale. C'est dans cette voie qu'il faut avancer. Les conditions d'un dialogue national authentique sont bien connues : la libération sans condition de Nelson Mandela et des autres prisonniers politiques; l'abolition des lois d'exception et de toutes les restrictions pesant sur les activités et la libre expression du mouvement anti-apartheid, notamment la levée de l'interdiction pesant sur le Congrès national africain et le Congrès panafricain d'Azanie.

C'est pour amener le Gouvernement sud-africain à entreprendre un tel dialogue qu'il convient d'exercer sur lui une pression, y compris au moyen de sanctions. Dans ce domaine, le Gouvernement français ne croit cependant pas à l'opportunité de sanctions globales et obligatoires qui ne nous rapprocheraient pas de l'objectif poursuivi, à savoir l'abolition effective et complète de l'apartheid.

M. Brochand (France)

Il lui semble en effet que la démarche la plus productive doit être progressive. Il convient d'adapter les mesures de pression à l'évolution de la situation et de se ménager la possibilité de les accentuer si nécessaire. De ce point de vue, des sanctions globales couperaient l'Afrique du Sud de toute relation avec la communauté internationale et l'isolement dans lequel elle se trouverait risquerait fort d'entraîner une aggravation de la répression. Par ailleurs, des sanctions obligatoires peuvent présenter, selon leur nature et leur portée, l'inconvénient de ne pas prendre en compte la diversité des situations des pays à qui il appartiendrait de les appliquer et qui seraient donc appelés à en supporter les conséquences de tous ordres.

Une politique consistant à imposer des sanctions volontaires nous paraît en outre susceptible de recueillir un plus large consensus dans la communauté internationale, indispensable pour faire fléchir le Gouvernement sud-africain.

Mon pays s'est résolument engagé dans cette direction et a pris plusieurs initiatives tant sur le plan multilatéral qu'à titre national. C'est sur sa proposition qu'a été adoptée par le Conseil de sécurité, en juillet 1985, la résolution 569 qui demande aux Etats membres de prendre une série de mesures à l'encontre de l'Afrique du Sud. Le Gouvernement français est allé encore plus loin en décidant, peu après, de ne pas renouveler les contrats d'importation de charbon sud-africain.

Par ailleurs, au sein de la communauté européenne des mesures restrictives ont été adoptées. La France est prête à apporter son soutien à l'adoption de toute nouvelle sanction qui paraîtrait appropriée dans ce cadre.

Un autre aspect de la question doit être envisagé. L'aggravation de la crise en Afrique du Sud et l'extension du champ d'application des sanctions prises contre ce pays donnent une dimension nouvelle aux problèmes de la région. Le Gouvernement français partage pleinement l'inquiétude des pays de la ligne de front face à la montée de la violence et aux risques sérieux de retombées humaines, économiques et sociales des sanctions sur leur propre situation. Il tient à assurer ces pays de son entier soutien. Consciente de l'urgence d'une action déterminée dans ce domaine, la France aide les pays de la ligne de front en participant à diverses opérations dans le cadre de la Communauté européenne et sur le plan bilatéral. A ce dernier titre, 500 millions de francs d'aide sont accordés, comprenant un élément de don de 165 millions.

M. Brochand (France)

En outre, la France a décidé de participer au Fonds AFRICA. Elle a salué la création de ce fonds et j'ai la satisfaction d'annoncer dans cette enceinte que le Gouvernement français a décidé que sa participation s'élèverait dès cette année à 20 millions de francs. Compte tenu des procédures budgétaires déjà entamées pour l'année en cours, notre contribution devra revêtir des modalités particulières. Nous sommes heureux de donner notre appui à une entreprise qui vise à permettre aux pays de la ligne de front de s'affranchir de leur dépendance à l'égard de l'Afrique du Sud.

Le Gouvernement sud-africain doit comprendre à quel point son refus de s'engager sur la voie du réalisme consterne et inquiète l'Afrique et l'ensemble de la communauté internationale. La situation est critique mais toutes les chances d'un règlement pacifique ne sont peut-être pas encore perdues.

Au nom de mon gouvernement je demande aux autorités sud-africaines de ne pas les laisser passer.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie le représentant de la France pour les paroles aimables qu'il m'a adressées.

Sir John THOMSON (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, nous sommes particulièrement heureux de voir la Zambie, membre du Commonwealth, occuper le fauteuil de président du Conseil de sécurité. Je suis certain que vous apporterez à cette tâche tous les talents et toutes les caractéristiques personnelles qui ont assuré le grand succès de votre mission à Londres.

Il nous semble particulièrement approprié que vous présidiez un débat sur un sujet si important pour nos deux gouvernements. Vous êtes l'homme qu'il faut, occupant le bon fauteuil au bon moment. Vous avez même réussi à nous faire nous réunir à temps, même s'il a fallu prendre une mesure draconienne qui a consisté à retirer de la salle la pendule du Conseil de sécurité. Ma délégation se réjouit d'avance de travailler en étroite coopération avec vous.

Je tiens également à féliciter votre éminent prédécesseur, M. Aquilar, qui a présidé avec tant de compétence et un sens si élevé des responsabilités les travaux du mois de janvier, pendant lequel nous avons rencontré beaucoup de problèmes difficiles.

Sir John Thomson (Royaume-Uni)

La dernière séance du Conseil consacrée à l'examen de la question de l'Afrique du Sud a eu lieu il y a un peu plus de huit mois. Depuis lors, plusieurs événements importants sont intervenus, dont les deux voyages en Afrique australe entrepris par Sir Geoffrey Howe au mois de juillet, à la demande des chefs d'Etat et de gouvernement des douze Etats membres de la Communauté européenne. Il y a eu aussi les rencontres de Marlborough House et Bruxelles, en août et en septembre. En octobre de l'année dernière, la législation sur les sanctions adoptées par le Congrès des Etats-Unis est entrée en vigueur.

En Afrique du Sud même, la situation a continué de se détériorer. Une violence croissante a été accompagnée d'une réimposition de l'état d'urgence sur l'ensemble du pays. Les preuves solides selon lesquelles les déplacements forcés d'habitants de townships noirs ont repris, la détention continue et indéfinie, sans chef d'accusation, d'un grand nombre de personnes, et l'imposition de nouvelles restrictions draconiennes à la liberté de la presse font fortement douter du Gouvernement sud-africain lorsqu'il affirme son attachement aux valeurs démocratiques. Les forces d'Afrique du Sud ont continué à lancer des attaques armées contre les pays voisins. Au début du mois, le Gouvernement de l'Afrique du Sud menaçait encore le Botswana. Nous condamnons vivement ces attaques et menaces et avons fait connaître nos préoccupations à ce sujet directement aux autorités d'Afrique du Sud. Le Gouvernement d'Afrique du Sud doit bien comprendre qu'il ne bénéficie d'aucune sympathie de notre part.

Sur cette toile de fond préoccupante, nous devons nous interroger attentivement pour nous demander comment le Conseil pourra au mieux contribuer à résoudre les problèmes complexes et difficiles qui existent en Afrique du Sud. Il n'y a pas je l'espère de désaccord sur le problème fondamental. L'apartheid doit disparaître. Il est répugnant, il est vil et il va à l'encontre des droits de l'homme fondamentaux. Notre première tâche, par conséquent, doit être d'adresser un message énergique, unitaire, au Gouvernement d'Afrique du Sud quant à la nécessité d'un changement politique. Nelson Mandela et d'autres prisonniers politiques doivent être libérés et les interdictions qui pèsent sur le African National Congress (ANC), le Pan-African Congress of Azania (PAC) et d'autres partis politiques doivent être levées. C'est le seul moyen grâce auquel nous pouvons espérer assurer l'interruption de la violence de part et d'autre et instaurer un climat dans lequel pourrait s'amorcer le dialogue dont le besoin se fait ressentir de manière si urgente entre le Gouvernement d'Afrique du Sud et les dirigeants de la communauté noire.



Sir John Thomson (Royaume-Uni)

Le Conseil doit oeuvrer de manière constructive - j'insiste sur cet aspect constructif - pour apporter des changements positifs en Afrique du Sud. Ici comme ailleurs, laissons-nous guider par le principe de l'autodétermination, ce droit inaliénable inscrit dans la Charte de l'Organisation des Nations Unies. Je viens de lire le discours que l'Ambassadeur d'Afrique du Sud a prononcé précédemment dans le débat. Dans ce discours, il a dit que "pour ce faire, une autodétermination et un épanouissement maximums seront favorisés...". (S/PV.2722, p. 21). J'ignore ce qu'il veut dire par "autodétermination maximum". S'il veut parler d'autodétermination, nous approuvons; s'il songe à un concept plus limité, non.

Sir John Thomson (Royaume-Uni)

Nous nous efforçons d'aider l'ensemble du peuple sud-africain à choisir son propre avenir et non pas lui dire quelles dispositions constitutionnelles il doit adopter. Nous ne devons pas essayer de lui imposer des solutions; nous devrions seulement l'aider à les trouver. A la différence des autres questions inscrites à notre ordre du jour, l'Afrique du Sud est un problème interne pour elle. C'est également un problème moral pour la communauté internationale. Il n'existe pas de solutions clairement définissables. Nous aurions tort de vouloir prescrire les futurs arrangements constitutionnels de l'Afrique du Sud, si ce n'est dans la mesure où l'apartheid doit être remplacé par un système de gouvernement non racial et représentatif prévoyant des garanties suffisantes pour les minorités. Cela suppose un système électoral démocratique à participation multipartite et le droit de vote dans le cadre du suffrage universel pour tous les Sud-Africains adultes. Mais quoi que nous fassions, nous devons respecter le droit du peuple sud-africain de se gouverner lui-même. Nous ne devons rien faire qui, de toute évidence, aggraverait la situation.

A notre avis, le plus sûr moyen d'aggraver cette situation serait d'imposer des sanctions économiques punitives. Comme je l'ai dit dans mon discours à l'Assemblée générale le 29 octobre 1985, nous ne croyons pas que de telles sanctions soient un moyen efficace de mettre un terme à l'apartheid. Elles exacerberaient le conflit actuel et mettraient les réformes en fin de liste à l'ordre du jour du Gouvernement sud-africain et la répression en tête. Elles encourageraient une mentalité de siège chez les Sud-Africains blancs. Cela n'aiderait personne et ne ferait que rendre plus difficile encore la recherche d'une solution pacifique. Il est à noter que depuis que le train de sanctions adoptées par le Congrès des Etats-Unis est entré en vigueur en automne dernier, le Gouvernement sud-africain est devenu encore plus intransigeant sur les plans tant interne qu'externe. Ce n'est qu'en maintenant des contacts politiques que nous pourrions exercer une influence sur le processus de réforme - en fait, exiger qu'il soit entrepris. Les sanctions économiques sapent cette politique. Elles accroîtront l'inégalité et les souffrances en Afrique du Sud et n'aideront nullement à abolir l'apartheid.

Sir John Thomson (Royaume-Uni)

Il est également essentiel que la communauté internationale s'interroge sur l'effet de sanctions obligatoires sur les Etats voisins. Nous devons reconnaître de manière réaliste que de telles sanctions ont toutes les chances de provoquer un affrontement économique avec l'Afrique du Sud, qui entraînerait rapidement des conséquences profondément nuisibles pour les Etats voisins. Des économies qui, dans de nombreux cas, s'avèrent déjà précaires et dépendent lourdement de l'Afrique du Sud, pourraient subir des dommages incalculables. Les résultats d'années de patient développement pourraient être réduits à néant.

Il est certain que la communauté internationale devrait à présent concentrer ses efforts au renforcement et non à l'affaiblissement de la position des Etats voisins. Nous devrions aider ces derniers à réduire leur dépendance vis-à-vis de l'Afrique du Sud et à créer les voies de transport de remplacement dont ils ont cruellement besoin. De cette façon nous pouvons espérer préserver la stabilité et la prospérité futures de l'Afrique australe en travaillant à l'abolition pacifique de l'apartheid.

Aussi avons-nous été profondément encouragés par l'esprit constructif et pratique dans lequel s'est déroulée la réunion de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) tenue récemment à Gaborone et couronnée d'un immense succès. Les participants ont uni leurs efforts en une cause commune pour un but commun. La Grande-Bretagne, pour sa part, a annoncé une contribution supplémentaire de 15 millions de dollars d'aide à la SADCC. Cela porte nos contributions actuelles à la SADCC à un montant total de 52,5 millions de dollars, essentiellement destiné à contribuer à l'amélioration des systèmes régionaux de transport, amélioration dont ces systèmes ont cruellement besoin. En plus de notre aide à la SADCC, nous avons fourni durant l'exercice fiscal qui s'est terminé en mars dernier quelque 162 millions de dollars à certains Etats membres de la SADCC dans le cadre de nos programmes bilatéraux, ainsi que des sommes considérables par d'autres voies multilatérales. Au total, durant la période de cinq ans allant de 1981 à 1986, nous avons fourni plus de 840 millions de dollars d'aide bilatérale à la région et environ 1 milliard de dollars à l'ensemble des courants d'aide bilatérale et multilatérale. En même temps, nous continuons de jouer un rôle actif dans l'amélioration des systèmes de défense et de sécurité d'un certain nombre d'Etats de la région par la prestation de formation militaire.

Sir John Thomson (Royaume-Uni)

En vue de compléter les efforts que nous déployons en Afrique du Sud même pour assurer la cessation de la violence et l'amorce d'un dialogue politique, nous avons entrepris un programme de mesures positives destinées à aider les victimes de l'apartheid. Le 1er juillet 1986, nous avons annoncé la fourniture, sur une période de cinq ans, d'une aide supplémentaire se chiffrant à plus de 19 millions de dollars destinée à des activités de formation en faveur des Sud-Africains non blancs.

La mise en oeuvre de ce programme a déjà bien commencé et renforcera de façon substantielle les programmes bilatéraux et multilatéraux existants prévus pour 1987, qui se chiffrent à près de 3 millions de dollars et sont destinés au développement social et éducationnel ainsi qu'au bien-être des Noirs sud-africains.

En plus de ces mesures positives, nous avons également institué un certain nombre de mesures restrictives, dont le but est de lancer un signal politique au Gouvernement sud-africain. La portée de ces mesures a été étendue par les accords conclus lors des réunions que le Commonwealth et la Communauté européenne ont tenues respectivement à Marlborough House et Bruxelles en août et septembre 1986. Ces mesures comprennent l'interdiction de tout nouvel investissement en Afrique du Sud, l'interdiction de promouvoir le tourisme dans ce pays et l'interdiction d'importer du fer, de l'acier et des pièces d'or d'Afrique du Sud. Nous avons appliqué toutes ces mesures de même que celles que nous nous sommes précédemment engagés à prendre lors de la réunion des ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne, tenue à Luxembourg en septembre 1985, et de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, tenue à Nassau en octobre de la même année.

Ces mesures ont été soigneusement pesées et visent à bien faire comprendre au Gouvernement sud-africain qu'il doit saisir l'occasion de procéder à un changement politique, sans détruire pour autant l'économie sud-africaine. L'avenir de tous les Sud-Africains dépendra de cette économie. Nous avons assorti ces signaux d'efforts constants afin d'encourager le dialogue, en dialoguant avec tous les groupes et parties dont la participation sera en fin de compte nécessaire pour que ce dialogue soit possible.

Les perspectives de changement à court terme en Afrique du Sud apparaîtront peut-être plus clairement à la suite des élections qui doivent s'y dérouler au mois de mai. Il nous faudra dresser le bilan des résultats de ces élections et, compte tenu de notre évaluation, décider de ce que nous devrons faire pour encourager

Sir John Thomson (Royaume-Uni)

utilement le processus de réforme. Ceux d'entre nous qui sont étrangers au pays, si bien intentionnés soient-ils, ne peuvent résoudre la crise, à moins que les Sud-Africains eux-mêmes ne soient prêts à s'engager à entreprendre des négociations pacifiques en vue d'un changement radical. Toutes les parties en Afrique du Sud doivent être prêtes à faire les compromis qui, seuls, peuvent permettre ces négociations. La seule autre possibilité est trop horrible pour pouvoir être envisagée et ne fera aucun gagnant mais seulement des perdants. Pour notre part, nous demeurons convaincus que des mesures peuvent être prises pour favoriser et soutenir le dialogue en Afrique du Sud. Nous sommes prêts à fournir nos bons offices et à appuyer tous les efforts destinés à mettre un terme à la violence et à créer une Afrique du Sud véritablement démocratique.

Nous espérons que ce débat constituera un message clair à l'adresse des autorités sud-africaines et de la communauté blanche d'Afrique du Sud et lui fera comprendre que le changement se fait attendre depuis trop longtemps. Nous devons éviter les arguments politiques stériles qui ne font qu'encourager les tenants de l'apartheid. Nous devons montrer clairement que la communauté internationale partage un objectif commun - l'abolition prompte et complète de l'apartheid - et que chacun de nous est prêt à jouer son rôle de la façon qui lui semble la meilleure pour atteindre cet objectif.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie le représentant du Royaume-Uni des paroles aimables qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant est le représentant du Koweït. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. ABULHASSAN (Koweït) (interprétation de l'arabe) : Monsieur le Président, je commencerai par vous féliciter au nom de ma délégation pour votre accession à la présidence du Conseil pour ce mois. Nous sommes convaincus que grâce à votre expérience et à vos qualités de diplomate chevronné le Conseil saura s'acquitter efficacement de sa tâche.

Ma délégation est heureuse de pouvoir participer aux délibérations du Conseil sur la situation en Afrique du Sud alors qu'il est présidé par le représentant de la Zambie, pays ami avec lequel nous avons en commun de nombreux principes et de nombreuses prises de position.

La Zambie, qui préside les Etats de première ligne, ajoute à ces délibérations une autre dimension qui s'inscrit dans le droit fil des efforts faits sur le plan international pour lutter contre le régime d'apartheid.

Qu'il me soit également permis, Monsieur le Président, d'exprimer à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Andres Aguilar, du Venezuela, notre reconnaissance pour la manière dont il a conduit les délibérations du Conseil le mois dernier et les succès remportés lors de ces délibérations.

En dépit de l'indignation et de la consternation dont témoigne quotidiennement la communauté internationale face à l'obstination de Pretoria à pratiquer l'apartheid, en dépit de l'isolement toujours plus grand imposé à ce régime et en dépit du nombre croissant d'Etats qui récusent sa politique, l'Afrique du Sud persiste dans son obstination et son défi permanent.

Dernièrement, ce régime a accru son arsenal répressif, adoptant des mesures qui ne sont que le témoignage de son défaitisme et de son désespoir. Il a lancé récemment à l'intérieur de ses frontières une campagne de désinformation et emprisonné près de 20 000 des héros de la majorité opprimée, dont près de 300 enfants. Cette répression interne s'accompagne d'agressions soutenues à l'extérieur, en vue de déstabiliser les Etats voisins et de miner leur infrastructure économique.

M. Abulhassan (Koweït)

La communauté internationale a réaffirmé en de nombreuses occasions et en de nombreuses instances qu'elle condamnait la politique raciste de Pretoria. Il y a quelques jours à peine, cette position a été réaffirmée par le cinquième Sommet islamique, auquel ont participé 44 chefs d'Etat et de gouvernement de pays islamiques et dont le Koweït a eu l'honneur d'être le pays hôte. La Conférence a examiné attentivement la politique raciste de Pretoria qui va à l'encontre des valeurs et des principes musulmans qui consacrent le principe de l'égalité des hommes et l'inadmissibilité de la discrimination fondée sur la couleur de la peau ou de l'ethnie.

La Conférence au sommet a condamné à l'unanimité la politique de Pretoria et a réaffirmé son appui aux résolutions des Nations Unies, qui demandent l'élimination de l'apartheid sous toutes ses formes et manifestations. La Conférence a enjoint ses membres d'adopter des sanctions globales et effectives contre le régime de Pretoria et demandé au Conseil de sécurité qu'il soit procédé à l'application des dispositions du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

La Conférence a également décidé d'instituer un Comité de suivi de la situation en Afrique du Sud et en Namibie. Des chefs d'Etat et de gouvernement musulmans ont invité au Koweït les Etats Membres à participer au Fonds africain d'aide aux pays d'Afrique australe créé l'an dernier par le Mouvement des non-alignés lors de son huitième Sommet tenu à Harare, Zimbabwe.

Ma délégation ne saurait manquer par ailleurs de se féliciter des paroles prononcées par S. A. le prince du Koweït lorsqu'il a présidé le cinquième Conférence islamique. A cette occasion, il a souligné le parallélisme frappant entre le combat mené par les peuples africains et celui mené par les peuples arabes contre deux Etats racistes : l'Afrique du Sud et Israël - deux pays qui coopèrent étroitement dans les domaines politique, militaire et scientifique; deux Etats qui s'ingèrent dans les affaires intérieures des pays voisins et qui poursuivent des politiques de violence et de terreur à l'encontre des peuples qui luttent pour obtenir le droit de disposer d'eux-mêmes et le droit à l'indépendance nationale.

La Conférence a clairement reflété la position de la majorité écrasante de la communauté internationale en condamnant la complicité qui existe entre Pretoria et l'entité sioniste, particulièrement dans le domaine nucléaire, pour asservir les peuples africains et arabes et entraver leur développement économique et social.

M. Abulhassan (Koweït)

La Conférence s'est également félicitée de l'accord donné par le Sénat américain pour que des sanctions économiques soient imposées contre le régime de Pretoria, a salué la décision de certains Etats européens d'élargir les sanctions contre ce régime et s'est félicitée, tout en les encourageant dans cette voie, de la décision prise par certaines sociétés et banques occidentales de se retirer d'Afrique.

Ma délégation voudrait également exprimer sa satisfaction, que partage certainement la majorité de la communauté internationale, au Comité créé par le Gouvernement américain pour le rapport qu'il a rédigé et dans lequel il déclare l'échec de ce qu'il est convenu d'appeler la politique d'engagement constructif, corroborant ainsi ce que nous avons dit à de nombreuses reprises au sujet de la légitimité et de la justesse des appels de la communauté internationale en faveur entre autres de l'abrogation des lois qui classent les individus selon leur ethnicité, de la libération des prisonniers politiques, de la restitution du pouvoir à la majorité et de l'accélération de l'accès à l'indépendance de la Namibie.



M. Abulhassan (Koweït)

La Conférence au sommet islamique a rendu hommage au peuple sud-africain combattant pour son unité et pour son opposition énergique aux prétendues propositions constitutionnelles, ainsi qu'à la politique de bantoustanisation. La Conférence a condamné Pretoria pour avoir adopté de telles mesures et a demandé aux gouvernements des pays membres de ne pas les reconnaître. Conformément aux principes reconnus par l'Organisation de la Conférence islamique et aux principes de sa charte, qui sont conformes à la politique de mon pays, les leaders musulmans présents au Koweït ont réaffirmé leur appui aux mouvements de libération nationale en Afrique du Sud et en Namibie et ont déclaré qu'ils fourniraient à ces deux peuples tout l'appui qui leur est nécessaire à cette étape de leur lutte. Ils ont demandé à nouveau la libération, sans aucune condition, des prisonniers politiques et, notamment, de Nelson Mandela, l'illustre militant africain.

Nous sommes très consternés par le contenu du rapport des Nations Unies paru à Genève il y a neuf jours, qui relate que la violation des droits de l'homme en Afrique du Sud a atteint un niveau sans précédent. En effet, l'arsenal répressif en place a recours à la peine de mort, à la torture, au couvre-feu, à des arrestations arbitraires et à toutes formes de répression perpétrées par la police et les forces de sécurité racistes.

Ma délégation s'adresse aujourd'hui au Conseil de sécurité, à qui incombe la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, pour réaffirmer sa conviction que la violence et la terreur pratiquées à l'encontre de la majorité nationale et contre les Etats de première ligne n'auront pas raison du combat mené par ces peuples et n'empêcheront pas le triomphe de leur juste cause sur le racisme pour recouvrer leurs droits qui sont consacrés par toutes les religions révélées et par le droit international.

Ayant pris connaissance du projet de résolution dont le Conseil est saisi, ma délégation estime qu'il s'agit là du minimum qu'il puisse faire dans les circonstances présentes. Les principes et les idées maîtresses contenus dans ce projet de résolution, y compris l'imposition de sanctions obligatoires, réaffirment à nouveau les principes et les espoirs dont nous sommes les dépositaires, non seulement vis-à-vis des combattants d'Afrique du Sud, mais également vis-à-vis de toutes les forces éprises de paix et de justice dans le monde entier.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie le représentant du Koweït des aimables paroles qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant est le représentant de la Chine, à qui je donne la parole.

M. LI Luye (Chine) (interprétation du chinois) : Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois. La Chine et la Zambie se félicitent d'entretenir traditionnellement des liens d'amitié et de coopération étroite. La Zambie, Etat africain de première ligne, a toujours lutté sans relâche contre le système d'apartheid en Afrique du Sud et pour l'accession de la Namibie à l'indépendance, juste cause en faveur de laquelle elle a contribué pour une large part, se gagnant ainsi le respect et les éloges de la communauté internationale. En tant que noble représentant de la Zambie, vous serez sûrement à même, grâce à vos talents et à votre riche expérience de diplomate, de diriger avec succès les travaux du Conseil pendant le mois de février. Ma délégation et moi-même coopérerons pleinement avec vous. Je voudrais, en outre, remercier votre prédécesseur, M. l'Ambassadeur Andres Aguilar, pour la manière excellente dont il s'est acquitté de ses devoirs de président du Conseil au mois de janvier. Je voudrais également saisir cette occasion, au nom de la délégation chinoise, pour souhaiter chaleureusement la bienvenue aux représentants des nouveaux membres du Conseil de sécurité pour 1987 et leur dire que nous sommes prêts à coopérer étroitement avec eux.

Depuis que le Conseil s'est réuni, au mois de février dernier, pour examiner la question de l'Afrique du Sud et adopter la résolution 581 (1986), la situation en Afrique australe a continué de s'aggraver au lieu de s'améliorer. Refusant d'appliquer les résolutions du Conseil de sécurité, les autorités sud-africaines se sont cramponnées obstinément à leur politique raciste en jouant à la fois de tactiques de répression brutale, d'une part, et de tromperies politiques, d'autre part. En juin dernier, le régime sud-africain a réimposé l'"état d'urgence" et l'a étendu à l'ensemble du pays. Il a, à ce jour, tué de sang-froid plusieurs centaines de personnes et en a placé plus de 20 000 en détention, y compris des adolescents, et il a également eu recours à des manœuvres sinistres pour semer la discorde parmi les Noirs et créer le chaos en les encourageant à se battre les uns contre les autres, essayant ainsi de mener à bien son objectif criminel qui est de "diviser pour régner". Les faits ont montré clairement que toutes les belles paroles des autorités sud-africaines à propos de réformes, de dialogue et de

M. Li Luye (Chine)

partage du pouvoir n'étaient que pure tromperie. A ce jour, le peuple noir d'Afrique du Sud continue d'être privé de ses droits politiques, et des lois telles que le Group Areas Act et le Population Registration Act, conçues pour perpétuer le système d'apartheid, restent en vigueur. La position du régime sud-africain, qui s'entête à refuser au peuple noir le minimum - ses droits à l'égalité - a fait apparaître trop clairement que l'apartheid ne peut être réformé. Il ne peut qu'être détruit.

Il convient également de signaler que le régime sud-africain a poursuivi ses agressions et ses harcèlements contre les pays voisins, perturbant leur économie et essayant en vain d'exercer des pressions sur eux pour les obliger à renoncer à appuyer la juste lutte menée par les peuples d'Afrique du Sud et de Namibie. En outre, le régime sud-africain continue de faire obstruction à l'application du plan des Nations Unies pour l'indépendance de la Namibie et d'occuper illégalement ce pays. Récemment, il a massé des troupes dans la province de Cunene, en Angola du Sud, qui sont prêtes à lancer des attaques de grande envergure. Les actions du régime sud-africain dont je viens de parler constituent une grave menace pour la paix et la stabilité de la région.

Dans notre monde d'aujourd'hui, alors que le système colonial s'est depuis longtemps effondré, le système d'apartheid pratiqué par le régime sud-africain va diamétralement à l'encontre des tendances du développement historique, et constitue une grave insulte pour l'humanité. Il est tout à fait naturel que le peuple sud-africain s'y soit résolument opposé et qu'il ait été universellement condamné par la communauté internationale. Il est évident que, tant que les autorités sud-africaines refuseront d'abolir le système d'apartheid et de renoncer à leur politique réactionnaire d'occupation illégale de la Namibie et d'agression contre les pays voisins, les causes fondamentales des troubles en Afrique australe demeureront.

M. Li Luye (Chine)

Pour mettre rapidement un terme à l'apartheid et normaliser la situation en Afrique australe, un nombre toujours croissant de pays appuient par des actions concrètes la juste lutte des peuples d'Afrique du Sud et de Namibie et celle des Etats africains de première ligne. Certains pays occidentaux ont également commencé à adopter des mesures de sanctions contre l'Afrique du Sud, individuellement ou collectivement. Il est toutefois regrettable que quelques pays persistent encore à pratiquer une politique d'apaisement à l'égard du régime sud-africain, ce qui ne peut que gonfler son arrogance.

La communauté internationale se doit d'apporter un appui énergique à la juste lutte du peuple sud-africain pour obtenir l'égalité raciale et ses droits de l'homme fondamentaux, et de mettre rapidement fin au pouvoir brutal exercé par les racistes sud-africains, afin de défendre les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies. Tous les pays épris de justice doivent intensifier leurs efforts concertés pour appuyer la cause d'un peuple d'Afrique du Sud et exercer des pressions puissantes sur le régime sud-africain dans tous les domaines. La délégation chinoise estime par conséquent que le Conseil de sécurité devrait condamner vivement le régime sud-africain pour les atrocités que sont la prolongation de l'état d'urgence, la répression brutale des masses noires et la persécution des dirigeants des mouvements anti-apartheid, et exiger que le régime lève immédiatement l'état d'urgence imposé dans tout le pays, mette immédiatement fin à tous les procès politiques, libère sans conditions le dirigeant noir, M. Nelson Mandela, ainsi que tous les prisonniers politiques, et lève l'interdiction qui pèse sur les organisations de libération telles que l'African National Congress et le Pan Africanist Congress of Azania. Etant donné que le refus du régime de l'Afrique du Sud d'appliquer les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale sur la question de l'Afrique australe représente déjà une grave provocation pour les Nations Unies et une menace à la paix et à la sécurité internationales, le Conseil devrait adopter des mesures de sanctions efficaces contre le régime, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies. Après un examen attentif du projet de résolution présenté par les membres non alignés du Conseil, nous estimons que le document proposé est pratique et réaliste. Les mesures proposées en tant que premier pas pour imposer des sanctions contre l'Afrique du Sud sont celles que la communauté internationale, y compris quelques grands pays occidentaux, a déjà adoptées ces dernières années.

M. Li Luye (Chine)

Tout en exprimant notre appui à ce texte, nous espérons sincèrement que ce projet de résolution, qui reflète les vastes aspirations de la communauté internationale, sera appuyé et adopté à l'unanimité par les membres du Conseil.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Chine des paroles aimables qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant inscrit sur ma liste est le représentant de Cuba. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. ORAMAS OLIVA (Cuba) (interprétation de l'espagnol) : Monsieur le Président, permettez-moi de vous féliciter à l'occasion de votre élection à la présidence de cette importante instance pour le mois en cours. Votre présence à la présidence du Conseil est un symbole du nouveau cours de l'histoire où les Etats qui viennent d'émerger de la nuit coloniale font aujourd'hui partie de la communauté des nations qui sont réunies ici pour réclamer qu'une Afrique du Sud non raciale et une Namibie indépendante participent avec nous tous au règlement des problèmes les plus pressants que connaît l'humanité.

Je voudrais également exprimer notre reconnaissance à l'Ambassadeur Andres Aguilar, du Venezuela pour la façon si élégante et si efficace dont il a dirigé les travaux du Conseil au cours du mois de janvier dernier.

Les Etats africains se voient une fois de plus obligés de se présenter devant le Conseil pour lui demander d'agir pour mettre fin au génocide devenu quotidien auquel est soumis le peuple sud-africain et pour faire cesser l'état de guerre non déclarée que l'Afrique du Sud mène cruellement contre ses voisins. Tout cela montre à l'évidence que le jour où l'apartheid disparaîtra, les causes d'instabilité et de subversion en Afrique australe n'existeront plus.

Le Conseil, en de nombreuses occasions, a examiné les agressions continues de l'Afrique du Sud contre les Etats voisins ou les crimes horribles perpétrés par les hordes policières racistes contre la population noire sud-africaine. L'on nous a dit à de nombreuses reprises qu'il fallait faire preuve de beaucoup de prudence afin d'éviter que les masses sud-africaines noires ne pâtissent des conséquences d'une application du Chapitre VII de la Charte contre les racistes de Pretoria. Nous avons toujours été surpris par ces affirmations parce que cela veut dire que l'on ne tient pas compte des souffrances indicibles que ces mêmes masses sud-africaines ont connues au cours de ces dernières années du fait de la politique cruelle de l'apartheid. On est même allé jusqu'à élaborer une théorie pour

M. Oramas Oliva (Cuba)

justifier le maintien de relations de tout genre avec Pretoria - la politique d'"engagement constructif" qui a été conçu à Washington. Après un certain nombre d'années, un groupe de personnalités américaines a montré que les arguments en faveur de cette politique étaient inconsistants. Il s'agit, quant à moi, d'une tentative cruelle pour tromper l'opinion publique.

L'année 1986 a été une année où la communauté internationale a mené une de ses campagnes les plus intenses en faveur de la lutte du peuple noir sud-africain si éprouvé et contre l'apartheid. Dans de nombreuses parties du monde, on a réclamé l'adoption de vastes sanctions obligatoires contre l'Afrique du Sud. Le Commonwealth britannique a pris d'importantes mesures dans ce sens. La Communauté économique européenne, attentive aux clameurs populaires et à la raison, a décidé d'adopter des sanctions sélectives et le Congrès des Etats-Unis d'Amérique a également adopté un ensemble de sanctions sélectives d'une importance particulière afin de mettre fin au massacre et aux souffrances des Sud-Africains.

Tout cela montre à quel point est rejeté un régime odieux comme l'apartheid, qui repose sur la discrimination raciale, que la communauté internationale a qualifié de crime contre l'humanité, et qui est par conséquent une violation du paragraphe 3 de l'Article 1 du Chapitre I de la Charte des Nations Unies. Le régime de l'apartheid a intensifié de jour en jour ses mesures de répression interne. Par l'imposition d'un état d'urgence, il a encore augmenté les souffrances indicibles de millions d'êtres humains. Il est inconcevable qu'un Sud-Africain, parce qu'il a la peau noire, soit considéré comme un habitant d'une autre galaxie sur la terre qui l'a vu naître.

M. Oramas Oliva (Cuba)

On a beaucoup parlé pour justifier l'injustifiable : la non-adoption de sanctions contre le régime raciste sud-africain. On a dit, entre autres, que le peuple sud-africain est divisé sur ces mesures. C'est totalement faux, comme le prouve le fait qu'il y a quelques jours, lorsqu'il est venu aux Etats-Unis, le Président de l'African National Congress, Olivier Tambo, s'est prononcé sans équivoque en faveur de sanctions globales et obligatoires. De nombreux dirigeants sud-africains prestigieux, d'hommes politiques, de personnalités religieuses et d'intellectuels se sont prononcés dans le même sens en d'autres occasions. De plus, sur la terre entière, outre la dénonciation de Pretoria prononcée unanimement, de nombreuses personnalités appartenant à tous les secteurs déclarent énergiquement que l'heure est venue d'agir et que les paroles, phrases ou politiques doucereuses ne suffisent pas pour ramener à la raison une clique qui n'a de semblable que celle qui est tombée à Berlin avec le IIIe Reich. Elles déclarent qu'il faut que l'on adopte des sanctions globales et obligatoires contre l'Afrique du Sud.

Cuba joint sa voix à celle de toutes les nations qui se sont déclarées ici en faveur du respect des principes de l'égalité de droits et de la libre détermination en Afrique du Sud et en faveur de l'adoption par le Conseil de sécurité de mesures appropriées contre l'Afrique du Sud raciste, qui renforceraient la paix pour tous les peuples de l'Afrique australe, qui sont aujourd'hui victimes d'une guerre non déclarée de la part des racistes de Pretoria ainsi que d'une politique cruelle de terrorisme d'Etat. Ces mesures permettraient également l'indépendance de la Namibie sans aucune condition préalable, comme d'ailleurs le prévoient les dispositions de la résolution 435 (1978) de notre Conseil, le retrait des troupes sud-africaines du sud de l'Angola et l'arrêt de l'aide apportée aux racistes et aux bandits de l'UNITA et du RENAMO en Angola et au Mozambique. Il existe de nombreuses preuves qui permettraient de condamner les racistes de Pretoria pour le crime international d'agression et d'intervention. Nous n'avons d'ailleurs aucun doute que ces mesures contribueraient également à atténuer les tensions internationales et à créer le climat de confiance nécessaire pour que tous les peuples de cette région puissent consacrer leurs ressources au développement.

M. Oramas Oliva (Cuba)

L'histoire nous enseigne que, trop souvent, lorsqu'on n'agit pas à temps, les conséquences d'une myopie politique peuvent provoquer d'énormes souffrances pour d'autres personnes qui sont aussi des êtres humains comme nous. C'est pourquoi les masses sud-africaines si éprouvées et les peuples et les Etats de l'Afrique australe méritent que nos préoccupations aillent au-delà de simples paroles. L'histoire est parfois interprétée comme un conte de fées et parfois comme un modèle.

Nous devrions tous tourner nos regards vers l'Afrique du Sud raciste et nous y verrions là un peuple qui sait que la liberté coûte très cher et qu'il faut soit se résigner à vivre sans elle, soit se décider à en payer le prix, comme le disait le héros national de Cuba, José Martí. Le peuple sud-africain a une avant-garde qui, tôt ou tard, le mènera à la victoire : l'African National Congress.

En conclusion, je voudrais vous dire que nous souscrivons à ce qu'a dit, hier, dans cette salle, avec tant d'éloquence, l'Ambassadeur du Zimbabwe, Président du Mouvement des non-alignés. En termes concis, il a énoncé des vérités percutantes sur la situation en Afrique australe, sur le rôle de l'Afrique du Sud raciste et de certaines puissances occidentales.

Cuba s'associe aux nations qui réclament sans aucune équivoque et sans plus de retard l'application contre l'Afrique du Sud raciste des sanctions prévues au Chapitre VII de la Charte. Nous pensons également que le moment est venu pour la communauté internationale, par le biais de ce même conseil, d'examiner les mesures appropriées pour apporter des secours matériels et moraux aux pays de première ligne qui sont victimes d'une sale guerre de la part de l'Afrique du Sud qui, en utilisant ses bandes armées, obstrue de façon persistante les voies de communication de ces pays pour les empêcher de développer des relations commerciales normales avec le reste du monde.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie le représentant de Cuba des aimables paroles qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant est le représentant de la Tchécoslovaquie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. CESAR (Tchécoslovaquie) (interprétation du russe) : Qu'il me soit permis tout d'abord de remercier les membres du Conseil de sécurité de donner la possibilité à ma délégation de prendre la parole sur la question à l'examen.

Qu'il me soit permis également de vous féliciter, Monsieur le Président, à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité. Votre pays



M. Cesar (Tchécoslovaquie)

est bien connu pour le soutien actif qu'il apporte aux mouvements de libération nationale, à la lutte menée pour mettre fin à l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats africains et aux efforts déployés au service de la lutte pour la paix, le désarmement et la sécurité internationale. Je suis certain que, durant votre mandat de président du Conseil de sécurité, vous contribuerez à la réalisation de ces objectifs et que le Conseil de sécurité s'acquittera de sa tâche avec succès.

Je voudrais également faire l'éloge du travail effectué par votre prédécesseur au poste de président, l'Ambassadeur Aguilar, Représentant permanent du Venezuela, qui a été caractérisé par la compétence, l'objectivité et le sens des responsabilités qui lui sont propres.

Notre organisation, et plus exactement ses organes, notamment le Conseil de sécurité, ont à connaître de la situation en Afrique australe pratiquement depuis leur création. La raison en est la politique d'apartheid appliquée par le régime raciste d'Afrique du Sud. Ma délégation se félicite du fait que le Conseil de sécurité soit saisi une fois de plus de la situation en Afrique australe, étant donné que la politique d'apartheid constitue un grave menace pour la paix et la sécurité internationales, bien que l'apartheid se trouve dans une situation de crise de plus en plus profonde qui frappe non seulement son système politique mais également ses structures économiques.

L'examen actuel s'effectue alors que l'agressivité du régime d'apartheid s'accroît. Et, comme cela a été souligné récemment à la session de la Commission des droits de l'homme, les méthodes auxquelles on recourt contre les opposants à la discrimination raciale s'aggravent. La politique d'apartheid s'accompagne d'un terrorisme policier d'une ampleur sans précédent, d'actions judiciaires arbitraires contre les manifestants, d'arrestations en masse et de l'imposition de mesures de censure très sévères. Aux exigences justifiées constamment réitérées aux Nations Unies, le régime d'apartheid répond par des représailles sanglantes et par un terrorisme d'Etat.

Les opposants à l'apartheid sont jetés en prison sans procès ni enquête. Au cours des huit derniers mois seulement, depuis que l'Afrique du Sud a imposé un état d'urgence, 25 000 nouveaux prisonniers politiques se sont retrouvés derrière les barreaux des prisons du régime de Pretoria.

M. Cesar (Tchécoslovaquie)

Mais qu'a donc fait ce peuple opprimé pour que le régime d'apartheid emploie des méthodes aussi cruelles envers lui? On peut trouver la réponse à cette question dans les paroles prononcées par Olivier Tambo, Président de l'African National Congress, qui a déclaré récemment :

(L'orateur cite en anglais)

"Notre peuple veut la liberté maintenant. Il veut diriger son pays et décider de son destin maintenant, pas demain. Le peuple est las de toutes ces conversations sur le fait que sa libération de l'oppression doit être retardée pour une raison ou une autre. Aujourd'hui, il n'y a plus qu'un sens à sa vie : la lutte pour la liberté. Il ne craint plus la mort car, pour lui, la vie est synonyme de liberté."

(L'orateur reprend en russe)

Il est certain que cet objectif est pleinement conforme aux dispositions fondamentales de la Charte des Nations Unies. En outre, la très grande majorité des membres de la communauté internationale soutiennent sans défaillir la lutte menée pour l'élimination de l'apartheid et condamnent résolument le régime de Pretoria pour ses représailles sanglantes, ses activités criminelles et son terrorisme à l'encontre de la population autochtone et des mouvements de libération nationale dans leur ensemble. C'est pour cela que la communauté internationale insiste pour obtenir la libération de Nelson Mandela et des autres patriotes qui mènent la lutte contre le régime d'apartheid.

Il convient de noter que, bien que les mesures de répression restent l'arme majeure des autorités de Pretoria contre les forces de l'opposition, elles ne peuvent déjà plus faire disparaître les manifestations d'opposition au régime d'apartheid. Voilà pourquoi Pretoria doit avoir recours à des manoeuvres ou à des subterfuges pour endiguer les mouvements de libération nationale, pour provoquer un schisme dans les rangs des combattants de la liberté et pour semer la confusion dans l'opinion publique internationale.

Mais tous ces prétendus changements ne touchent pas au coeur de l'apartheid. Cela est bien compréhensible puisque ce qui inspire ces réformes, ce n'est pas le désir de mettre fin à l'injustice et à l'oppression de la population. Au contraire, ce qui les inspire, c'est la volonté de sauver et de maintenir le plus longtemps possible la domination de la minorité blanche sur la majorité noire. Voilà pourquoi les Africains eux-mêmes disent si souvent à propos de ces réformes : "trop peu, trop tard".

M. Cesar (Tchécoslovaquie)

Ce qui constitue un danger particulier, ce sont les actes d'agression de l'Afrique du Sud que les troupes régulières des racistes mènent systématiquement contre les Etats voisins, ce sont les activités de diversion et les expéditions punitives qui sèment la mort parmi la population pacifique et entraînent de graves dommages pour l'économie de ces pays. Ces actes répétés d'agression prouvent que Pretoria n'a pas l'intention de renoncer à sa politique étrangère ni de se conformer aux normes du droit international ou aux décisions des Nations Unies.

A cet égard, je voudrais rappeler la déclaration faite à ce sujet par les pays non alignés à leur huitième Conférence au sommet tenue à Harare :

"... l'occupation du sud de l'Angola par le régime raciste de Pretoria a été pour une large part facilitée par la politique du Gouvernement des Etats-Unis dans la région, notamment son soutien aux bandits criminels armés de l'UNITA et sa politique d'engagement constructif." (S/18392, par. 76, p. 27)

L'Afrique du Sud persiste à occuper illégalement la Namibie dont elle utilise à mauvais escient le territoire, non seulement à des fins économiques, mais pour lancer des actes d'agression contre les pays voisins.

Le Conseil de sécurité attache également une grande importance à l'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud. Malgré cela, et comme on le signale dans les documents du Comité spécial contre l'apartheid, certains pays occidentaux et Israël continuent à coopérer avec l'Afrique du Sud dans le domaine militaro-industriel, notamment pour lui permettre d'améliorer sa capacité nucléaire.

Ce sont tous ces faits attestant une relation de coopération avec l'Afrique du Sud ou du degré de cette aide qui permettent aux membres de la communauté internationale de se faire une opinion sur le régime de l'apartheid.

La République socialiste tchécoslovaque souscrit pleinement aux conclusions auxquelles on est arrivé à propos de l'apartheid : il convient d'isoler les racistes. Voilà pourquoi notre délégation exige une fois de plus que des sanctions obligatoires et complètes soient décidées envers ce régime, conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. La Tchécoslovaquie a toujours eu la même position à l'égard du problème de l'Afrique australe depuis que ce dernier est apparu. A cet égard, je tiens à réitérer l'appui de mon pays pour la lutte menée par les peuples d'Afrique contre l'impérialisme et le néo-colonialisme et pour l'élimination de l'apartheid. Le peuple tchécoslovaque est pleinement solidaire de la juste lutte menée par le peuple d'Afrique du Sud pour la liberté, la démocratie et le progrès économique et social.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Tchécoslovaquie des paroles aimables qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant est M. Clovis Maksoud, Observateur permanent de la Ligue des Etats arabes aux Nations Unies, que le Conseil a invité lors de sa 2735e séance, conformément à l'article 39 de son règlement intérieur provisoire. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. MAKSoud (interprétation de l'anglais) : Au nom de la Ligue des Etats arabes, je voudrais dire combien je suis reconnaissant aux membres du Conseil de sécurité et combien je vous suis reconnaissant, Monsieur le Président, de m'avoir invité à prendre la parole devant le Conseil à propos de cette question si importante et vitale concernant nos frères d'Afrique du Sud et l'avenir de la paix et de la sécurité dans le monde.

Monsieur le Président, je saisis cette occasion pour vous féliciter sincèrement. Quelle coïncidence historique que ce débat sur la situation en Afrique du Sud se déroule sous votre direction! En effet, la Zambie n'est-elle pas à la tête des pays de première ligne et à l'avant-garde de l'appui aux mouvements de libération du peuple d'Afrique du Sud.

Peut-être convient-il aussi de signaler une autre coïncidence : l'Ambassadeur du Venezuela était Président du Conseil le mois dernier alors qu'on s'efforçait d'accélérer les démarches du Groupe de Contadora en vue de ramener la paix en Amérique centrale.

Il faut être bien conscient à ce moment critique que tandis que le monde cherche, dans la paix et la neutralité, à établir la paix et la justice dans de nombreuses parties du monde - que ce soit en Amérique centrale, en Afrique du Sud ou au Moyen-Orient - certains traitent avec condescendance les initiatives des Nations Unies, les efforts des Etats de première ligne ou ceux du Groupe de Contadora.

M. Maksoud

C'est pourquoi il est bon de réfléchir au conseil qu'on nous donne très souvent sur la façon d'aborder différents problèmes concernant les droits des peuples du monde. La situation en Afrique du Sud est peut-être l'un des exemples les plus criants de la tragédie qui existe dans notre monde, tragédie qui sape la crédibilité des efforts internationaux et ceux des Nations Unies. C'est ce qui arrivera si ces dernières n'interviennent pas résolument et fermement pour mettre fin au colonialisme, au racisme et à l'apartheid, que la Charte définit comme faisant partie de leurs responsabilités.

En voyant la tragédie qui existe en Afrique du Sud, nous constatons qu'elle se répète dans plusieurs autres parties du monde. Dans le monde arabe, nous comprenons particulièrement le peuple sud-africain non seulement par solidarité et par sympathie mais parce que nous avons presque vécu la même expérience, étant donné que certains secteurs de notre population sont spoliés et privés de leurs droits d'une façon identique à ce qui se passe en Afrique du Sud actuellement.

C'est pourquoi nous nous sentons absolument obligés de manifester notre appui à la lutte de libération en Afrique du Sud et en Namibie et d'exprimer notre indignation devant les pratiques inhumaines et illégales du régime d'apartheid. Nous sommes indignés non seulement parce que nous-mêmes avons été les victimes du racisme et de l'exclusion raciale, mais parce que nous estimons en outre que tout retard dans l'adoption de mesures fermes pour s'attaquer à ce régime raciste ne fera qu'exacerber la polarisation qui existe déjà, parfois malheureusement selon des critères raciaux, parce qu'une race s'est arrogé le droit d'occuper le sommet de la hiérarchie et de refuser aux autres le droit de jouir de l'égalité humaine.

En raison de cette tentative de la part d'un système de s'arroger le privilège d'exclure les autres de la jouissance de l'égalité et du partage des bénéfices politiques, économiques, sociaux et culturels que fournit toute société égalitaire, nous devons questionner une méthodologie telle que celle de l'engagement constructif. Nous avons constaté aux Etats-Unis une prise de conscience croissante, particulièrement au sein du Congrès, qui a exigé l'imposition de sanctions. Nous avons vu comment l'indignation morale aux Etats-Unis et dans certains pays occidentaux a suscité un certain mouvement de la part des gouvernements occidentaux et les a obligés à prendre certaines mesures. Mais quand nous constatons que ces mesures, si importantes soient-elles, sont prises pour

M. Maksoud

éviter une véritable condamnation de l'apartheid et l'imposition de sanctions contre le régime d'apartheid, les peuples d'Afrique, d'Asie et du tiers monde en général tendent à interpréter ces mesures qu'ils avaient accueillies favorablement comme une manoeuvre pour atténuer le mouvement vers la libération et l'égalité.

Voilà pourquoi nous nous retrouvons dans un affrontement malheureux et superflu entre l'Ouest et nous-mêmes du tiers monde, qu'il s'agisse de l'Afrique du Sud ou d'autres parties du monde. Nous pensons que ces mesures ne sont plus le signe d'une prise de conscience croissante mais, au contraire, des manoeuvres pour essayer de frustrer l'épanouissement de la libération et de l'égalité. Voilà qui favorise grandement l'enclin à la violence. Le mouvement de libération en Afrique du Sud n'est pas un mouvement violent; c'est un mouvement pacifique pour lequel la violence constitue le dernier recours, alors que le régime d'apartheid, afin de poursuivre sa politique de discrimination, de préjugé racial et d'apartheid structuré, fait usage de la coercition de la violence pour perpétuer la spoliation et la privation des droits. Par conséquent, la violence dont nous sommes témoins, qui suscite un grand nombre de morts malheureuses, résulte d'un système délibéré de violence coercitive; c'est pourquoi les mouvements de libération de l'Afrique du Sud ont recours aux Nations Unies, au Conseil de sécurité, pour épuiser les options pacifiques. Il y a des démonstrations pacifiques et toutes sortes de désobéissances civiles, et la non-violence est préconisée pour assurer que cette option pacifique, la persuasion, conduise à la réalisation des droits de l'homme et des droits nationaux. Mais le régime d'apartheid sud-africain a constamment estimé que les méthodes pacifiques, non violentes, des mouvements de libération, étaient un signe de faiblesse, de soumission; de ce fait, l'Afrique du Sud a délibérément intensifié sa violence et sa coercition. Les mouvements de libération, pour leur part, ne se sont pas livrés à la violence de leur propre gré; la violence constitue pour eux la dernière option.

Lorsque le groupe africain, les pays non alignés et les pays islamiques - nous appartenons à tous ces groupes - viennent demander au Conseil de sécurité d'imposer ce qui est élémentaire et logique, c'est justement pour éviter la violence, ce qui montre que nous sommes convaincus que les mécanismes du Conseil de sécurité peuvent être mis en branle pour décourager l'apartheid, dont l'existence souille le monde

M. Maksoud

A cet égard, nous sommes d'avis que l'heure de l'imposition de sanctions obligatoires contre l'Afrique du Sud a sonné depuis longtemps. Certains pays du monde occidental ont par le passé opposé leur veto à l'imposition de sanctions. Si on avait imposé ces sanctions à l'époque, cela aurait peut-être permis d'éviter beaucoup de violence, de haine et la polarisation. Le temps est peut-être maintenant venu d'indiquer que la coercition, la discrimination persistante et le racisme sont coûteux.

Les avertissements selon lesquels des sanctions économiques peuvent être contreproductives pour le peuple africain - particulièrement pour les pays voisins et les Africains noirs d'Afrique du Sud et de Namibie - sont des formes subtiles de condescendance qui laissent entendre que les mouvements de libération nationale et les pays de première ligne ne savent pas ce qu'ils veulent vraiment et qu'on doit leur faire comprendre que leurs exigences ont des limites; leur faire comprendre aussi que leurs demandes de sanctions relèvent davantage de la rhétorique que d'un désir véritable de châtier l'Afrique du Sud.

M. Maksoud

A mon avis, il est grand temps que le Conseil de sécurité des Nations Unies, une fois de plus, montre l'exemple et fasse le nécessaire pour renforcer la Charte et faire à nouveau des Nations Unies un modèle d'engagement, l'ancre où l'humanité puisse s'accrocher et se mettre à l'abri de ceux qui violent les droits élémentaires de l'homme et les droits nationaux des peuples.

Nous espérons par conséquent que le minimum de prise de conscience manifestée ces derniers mois par certains des pays occidentaux qui avaient exercé jusque-là leur droit de veto les amènera à s'attaquer au problème et à comprendre que tout effort tendant à paralyser l'imposition de sanctions contre l'Afrique du Sud à ce moment précis ne ferait malheureusement que renforcer les soupçons et la polarisation que, de façon générale, nous cherchons à éviter et à transcender.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie M. Maksoud des aimables paroles qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant est le représentant de l'Ethiopie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. TADESSE (Ethiopie) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord, au nom de ma délégation, vous remercier et remercier les autres membres du Conseil de nous donner l'occasion de participer à ce débat important. Ma délégation aimerait vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois de février. Connaissant bien l'attachement inébranlable de la Zambie à la lutte pour la libération complète de l'Afrique australe et profondément conscients de votre expérience personnelle et de vos capacités éprouvées, nous sommes certains que les délibérations du Conseil sur cette question d'importance cruciale aboutiront à l'adoption de mesures concrètes, destinées à surmonter les problèmes critiques créés par le système d'apartheid.

J'aimerais également exprimer les remerciements de ma délégation à l'Ambassadeur Andres Aguilar, du Venezuela, pour la manière compétente dont il a dirigé les travaux du Conseil le mois dernier.

La situation existant en Afrique du Sud continue de se détériorer de jour en jour. En fait, le sort de la majorité africaine dans cette terre infortunée a empiré. La persistance du régime d'apartheid a entraîné l'enrégimentation toujours plus poussée d'une société racialement divisée, créée et maintenue pour servir les intérêts étroits de la clique minoritaire au pouvoir. Comme le montrent les événements survenus récemment, le régime d'apartheid s'entête à ajouter de nouveaux



M. Tadesse (Ethiopie)

codes et règlements pénaux au catalogue de lois draconiennes déjà en vigueur. Le régime raciste a publié une nouvelle série de règlements destinés à paralyser le bon fonctionnement des écoles noires. Il poursuit également sa politique d'arrestation, d'incarcération et de meurtre contre tous ceux qui sont en faveur d'une Afrique du Sud démocratique. S'efforçant vainement de briser la volonté du peuple de l'Afrique du Sud, le régime raciste va jusqu'à soumettre des femmes et des enfants sans défense à toutes sortes de traitements inhumains, faisant d'eux en fait les victimes civiles d'une guerre non déclarée. De la même façon, Pretoria poursuit son odieuse campagne de déstabilisation contre les Etats voisins. Equipées comme elles le sont de tout le matériel militaire que peut offrir la technologie occidentale, les forces d'occupation continuent de provoquer le chaos dans toute la région de l'Afrique australe. Les agents de sécurité de l'apartheid sont loin d'en avoir fini avec la mise en scène des funestes activités menées par les groupes renégats du type UNITA et MNR. Le régime continue de prendre des mesures destinées à paralyser les économies des Etats de première ligne.

Cela semble être la réponse de Pretoria aux appels réitérés lancés par la communauté internationale pour demander la cessation des politiques et pratiques de l'apartheid. Si les mouvements de libération poursuivent leurs activités défensives pour résister à la coercition exercée par l'Etat par une action massive et coordonnée et combattre le terrorisme d'Etat par la résistance armée, la communauté internationale, elle, a fait preuve de son attachement à la justice, de la démocratie et de la paix en Afrique du Sud en se tenant aux côtés des forces courageuses qui continuent de lutter pour la dignité de l'homme dans cette partie du monde. Il est particulièrement réconfortant de noter que les organes législatifs ou populaires de certains des pays connus comme étant les alliés traditionnels de l'apartheid ont pris l'initiative d'adopter des mesures juridiques destinées à isoler le régime d'apartheid.

Cependant, le flot de l'assistance occidentale fournie à ce régime est loin d'être tari. L'apartheid est appuyé par la collaboration secrète ou ouverte que lui apportent les multinationales occidentales. La machine de coercition de Pretoria continue d'être renforcée par le complexe militaro-industriel de certains pays occidentaux et de leurs partenaires. Ainsi, malgré la persévérance de la communauté internationale, l'apartheid est loin de consentir à la plus petite

M. Tadesse (Ethiopie)

réforme, et encore moins à un changement durable susceptible de mener à la création d'une Afrique du Sud démocratique. C'est pourquoi nous n'avons jamais cessé d'exiger l'imposition de sanctions obligatoires contre l'apartheid. En maintes occasions, nous avons demandé au Conseil de sécurité d'adopter des mesures concrètes ayant force obligatoire contre l'Afrique du Sud conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, essentiellement parce que les efforts morcelés et souvent non coordonnés tentés jusqu'à présent pour exercer une pression sur le régime d'apartheid et le faire céder n'ont toujours pas donné les résultats escomptés. Nos efforts collectifs n'ont pas réussi à atténuer la rigueur du régime d'apartheid parce que certains Etats Membres des Nations Unies, pour des raisons connues de tous, ont décidé d'aider l'Afrique du Sud à tourner les effets des sanctions que lui imposent un grand nombre de pays. Les efforts que nous avons faits de bonne foi se sont avérés stériles parce que ceux qui sont le plus susceptibles de persuader le régime de Pretoria ont fréquemment apporté encouragement et réconfort au régime raciste. Nos stratégies bien pensées n'ont pu se concrétiser parce que ceux qui ont un pouvoir législatif sur les sociétés multinationales qui ont aidé au renforcement de la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud ont hésité à prendre des mesures concrètes à l'encontre de ces sociétés.

M. Tadesse (Ethiopie)

Il est donc évident que les efforts bien intentionnés que nous avons faits à ce jour sont sans rapport avec les mesures énergiques qui doivent être adoptées pour obliger le régime d'apartheid à renoncer à ses odieuses politiques et pratiques. Nous continuons par conséquent d'exiger que des sanctions obligatoires soient imposées contre l'Afrique du Sud jusqu'au démantèlement total de l'édifice du système d'apartheid.

Alors que nous exigeons du Conseil de sécurité qu'il adopte des mesures rigoureuses pour mettre à genoux le régime d'apartheid, nous sommes parfaitement conscients du rôle que tous les Etats Membres des Nations Unies, notamment les membres du Conseil de sécurité, joueront probablement au moment de l'adoption et de l'application de la résolution du Conseil de sécurité sur cette question cruciale. A cet égard, nous saluons les nations qui ont imposé des sanctions volontaires sélectives contre l'Afrique du Sud et leur demandons de prendre des mesures parallèles pour renforcer leur efficacité. Dans le même esprit, nous demandons aux Etats qui continuent de maintenir des liens étroits avec l'Afrique du Sud de revoir leur position pour permettre à la communauté internationale de prendre des mesures concertées contre l'apartheid. La compréhension à l'égard des opprimés en Afrique du Sud et le souci que suscite cette partie intégrante de l'humanité doivent s'appuyer sur des mesures concrètes d'ordre juridique et administratif destinées à châtier cette collaboration avec l'Afrique du Sud tant que l'apartheid persiste.

Ceux qui ont exprimé leur inquiétude à l'égard du respect des droits de l'homme en Afrique du Sud ont l'obligation morale de se joindre à tous les efforts internationaux visant à amener la fin du régime de l'apartheid et à permettre ainsi à la population sud-africaine de vivre sans avoir à craindre le terrorisme d'Etat et une intimidation constante.

Ceux qui ont des responsabilités particulières en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales doivent rendre le Conseil de sécurité plus apte à adopter des mesures obligatoires contre ceux qui sont la cause majeure de l'instabilité en Afrique australe. En fait, tous les Etats attachés à la cause de la libération, de la démocratie et de la paix devraient agir de concert pour que la population sud-africaine soit libérée d'un état permanent de servitude et de terreur. Ce n'est qu'alors que la sécurité de l'Afrique et du monde dans son ensemble cesseront d'être l'objet d'actes belliqueux et imprévisibles du régime sans pitié de l'apartheid.

M. Tadesse (Ethiopie)

Pour terminer, qu'il me soit permis de redire la solidarité militante de l'Ethiopie avec les mouvements de libération et les Etats de première ligne et de réaffirmer que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour contribuer sensiblement à la concrétisation de ces mesures globales.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Ethiopie des aimables paroles qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant est M. Makhanda, que le Conseil a invité conformément à l'article 39 de son règlement intérieur provisoire. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. MAKHANDA (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, au nom du Pan Africanist Congress of Azania, garant des véritables aspirations des spoliés, des opprimés, des exploités et des victimes de la discrimination, à savoir les masses d'Azanie qui résistent héroïquement, qu'il me soit permis de vous féliciter pour votre accession à la présidence de cette haute instance : le Conseil de sécurité. Ma délégation est certaine que vos qualités bien connues de dirigeant et de diplomate, dont vous avez fait preuve en tant que dirigeant de votre pays, la Zambie, qui consent des sacrifices en notre faveur qui font l'objet de notre admiration, vous permettront de nous guider vers une décision véritablement juste et honorable.

Je félicite également votre prédécesseur, l'Ambassadeur du Venezuela, pour sa présidence le mois dernier.

J'adresse également mes remerciements aux membres du Conseil pour avoir autorisé ma délégation à participer à ce débat dans cette période particulièrement critique de l'histoire de mon pays, l'Azanie.

L'autorité est une chose très importante dans l'univers, que rien ne peut éclipser. Dieu - Allah - seul est l'autorité suprême. Toutes les autorités sur terre sont instituées et autorisées par Lui, aussi longtemps qu'elles s'acquittent de Sa Volonté divine.

Le Conseil de sécurité a donc une responsabilité imposante et particulière en tant qu'autorité que Dieu a déléguée sur cette terre. Ses décisions ont une importance énorme sur le sens de la justice, de la vertu et de la vérité de l'humanité. Autrement dit, nous sommes convaincus qu'il existe une relation entre la violence, la rébellion et l'anarchie partout dans le monde et les décisions du Conseil.

En Azanie, les peuples opprimés ont heureusement canalisé leur violence vers les méthodes révolutionnaires et défensives du mouvement de libération nationale et non vers des objectifs terroristes comme ceux que pratique le régime raciste de Pretoria. Le régime raciste a toujours massacré la majorité opprimée de l'Azanie : en 1960, à Sharpeville, pendant une campagne organisée par mon organisation, 69 personnes au moins ont été tuées de sang-froid - la plupart l'ont été d'une balle dans le dos; en 1976, pendant les manifestations d'étudiants à Soweto, au moins 800 enfants ont été massacrés impitoyablement pour avoir tout simplement protesté contre une éducation inférieure et d'autres injustices; en 1985, pendant le vingt-cinquième anniversaire du massacre de Sharpeville, des personnes innocentes qui, à Uitenhage, se rendaient en procession pour enterrer nos morts ont été impitoyablement et de sang-froid fauchées à la mitrailleuse par une police raciste nerveuse; au cours des deux dernières années, plus de 2 500 Azaniens ont été massacrés par l'armée raciste qui occupe non seulement nos townships mais aussi les écoles de nos enfants.

Dans chaque cas, c'est la majorité opprimée, spoliée, exploitée et victime de discrimination qui a été victime de ce génocide calculé. Dans chaque cas, nous sommes venus au Conseil demander justice, pour demander que l'Afrique du Sud raciste soit châtiée pour son mépris du droit et ses crimes. Jusqu'à présent, du Conseil nous n'avons obtenu que des refus. Certains membres du Conseil, notamment ses membres permanents occidentaux, nous ont demandé d'arrêter la violence dans le processus que nous suivons pour trouver une solution qui permette de remédier à notre oppression, à notre spoliation et à notre exploitation, pendant qu'eux, continuent à renforcer et, parfois, à armer notre adversaire. La décision que le Conseil adoptera à la fin de ce débat renforcera ce que je viens de dire ou ouvrira pour tous un nouveau chapitre dont il faudra prendre acte.

Le Pan Africanist Congress of Azania est venu devant le Conseil appuyer la recommandation de l'Egypte visant à ce que le Conseil adopte des sanctions punitives contre le régime raciste de Pretoria. Nous voulons aussi réitérer la position que nous avons adoptée depuis longtemps, à savoir que seules des sanctions obligatoires complètes permettront d'empêcher l'affrontement qui, selon la logique de l'histoire, se produira en Azanie - à moins que des mesures sérieuses soient prises pour le désamorcer.

M. Makhandia

A ce propos, nous, membres du Pan Africanist Congress of Azania, continuerons d'exiger l'imposition de sanctions obligatoires complètes contre le régime sud-africain illégal et raciste. S'il y a un régime qui mérite qu'on lui applique le Chapitre VII de la Charte, c'est bien celui-ci, car sa politique a été proclamée crime contre l'humanité. Nous sommes également convaincus que la grande majorité des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies sont en faveur de l'imposition de ces sanctions contre le régime de l'apartheid.

Après avoir massacré près de 1 000 de nos enfants en 1976, 10 ans plus tard, le régime raciste de Pretoria jette d'autres en prison et dans des camps de concentration, qu'il qualifie par euphémisme de "centres de réadaptation". Dès décembre dernier, les racistes ont reconnu qu'ils avaient arrêté ces mineurs, dont certains n'avaient que 11 ans. J. P. Coetzee, le Commissaire de police raciste, a dit, dans une déclaration publiée le 8 décembre 1986, qu'ils n'avaient emprisonné que 256 enfants âgés de 16 ans.

Le fait est qu'il y a eu au moins 4 000 enfants détenus dans les prisons racistes dans l'ensemble de l'Azanie depuis la proclamation de l'état d'urgence.

Dans la région de Witwatersrand, dans le Transvaal, plus de 400 enfants sont détenus. A Port Elizabeth, dans la province du Cap, 284 enfants ont été enfermés dans la prison de Saint Albans pendant la première semaine de novembre 1986. Cent vingt et un d'entre eux avaient 16 ans ou moins de 16 ans. Dans le Cap oriental, on a signalé que 418 enfants avaient été détenus; 17 % d'entre eux étaient âgés de moins de 18 ans, et les plus jeunes n'avaient que 12 ans. Ces statistiques ont été rassemblées par un groupe de femmes blanches d'Azanie, appelé le Black Sash, et ont été corroborées par plusieurs groupes communautaires et religieux qui surveillent ces atrocités. Dans la majorité des cas, les parents ne sont pas informés de l'arrestation de leurs enfants ou de l'endroit où ils sont détenus. Ces enfants sont entièrement isolés du monde extérieur et de toute possibilité d'aide.

Si quelqu'un ici veut connaître les effets de l'emprisonnement sur les enfants en Afrique du Sud raciste, le cas de Fanie Guduka, âgée de 11 ans, qui a passé 57 journées terrifiantes enfermée dans une cellule de police à Johannesburg en attendant d'être jugée, vaut la peine d'être connu. Il est relaté dans le journal The Sowetan, du 3 février 1986, sous le titre "Fanie vit encore dans la peur".

M. Makhandu

Qu'il me soit permis d'exprimer ici la reconnaissance qu'éprouve le PAC pour le Secrétaire général, S. E. M. Javier Pérez de Cuéllar, qui s'est rapidement et opportunément adressé aux racistes pour s'enquérir de ces actes barbares, non civilisés et parfaitement vils contre nos enfants. Nous apprécions ce geste, et nous tenons à le dire publiquement.

Pendant toute cette période où il a pratiqué sa politique impitoyable de répression sanglante et de génocide, le régime raciste n'a cessé de dire à la communauté internationale qu'"il allait dans le sens d'un programme de réformes constitutionnelles et politiques contrôlées" et qu'"il continuerait de rechercher de nouveaux moyens pour satisfaire pleinement les aspirations de tous".

Le seul programme que les racistes aient suivi est celui d'une répression brutale contre un peuple dont le seul crime est d'exiger fermement et sans compromis l'autodétermination sur la terre de sa naissance et l'instauration d'une Azanie véritablement non raciale où chacun fera loyalement allégeance à l'Afrique, acceptera le gouvernement par la majorité africaine et sera considéré comme un Africain.

Ce programme raciste a été réalisé grâce au bâillonnement complet de la presse. La diffusion télévisée d'images montrant cette répression est interdite. On arrête les journalistes et on ne leur permet pas de rapporter ce qu'ils voient; ils ne peuvent rapporter que ce que le Bureau fasciste de l'information estime approprié.

Leur seul programme est celui de la déstabilisation des Etats de première ligne voisins, qui leur a déjà coûté 1,6 milliard de dollars.

Le seul programme que les racistes suivent est un programme de mensonges et de duplicité. Il suffit de lire ce que The Guardian du 5 février 1987 rapporte : "Les Afrikaners ont une stratégie secrète pour leur survie - il s'agit du plan du Broederbond pour le pouvoir noir", ainsi que les titres de The Times du même jour : "Des fuites à propos de documents concernant le pouvoir pour les Noirs mettent Botha dans l'embarras", pour comprendre ce que je veux dire lorsque je parle de duplicité raciste.

Si aucune déclaration raciste n'avait confirmé ce que rapportent ces deux articles, on pourrait peut-être dire qu'il s'agissait d'un simple exercice de rhétorique ou, comme certains l'ont fait, d'un simple "document de travail". Mais,

M. Makhandia

hélas, la déclaration prononcée ici le 17 février 1987 par le représentant raciste, M. Leslie Manley, confirme chaque élément des positions exposées dans ces deux articles.

Le PAC est convaincu que le véhicule du changement en Azanie est la majorité opprimée, dépossédée et exploitée, et non pas la minorité raciste. La seule chose que cette dernière puisse faire, c'est retarder ce changement, mais elle ne pourra jamais l'apporter elle-même. Comme l'attestent cette déclaration et toutes les déclarations des racistes, ceux-ci ne voient qu'une solution fondée sur des incérêts de groupe, qui ne sont que des intérêts de groupe de couleur. Le régime raciste pense qu'il imposera une solution raciste en Azanie. Cette préoccupation que leur inspire la couleur de la peau provoquera la chute des racistes, car il n'y aura jamais de paix tant qu'une partie de la population voudra que ses intérêts soient protégés parce que sa peau se trouve être blanche.

Tout règlement en Azanie, négocié ou non, visant à sauvegarder l'apartheid ou les intérêts d'un groupe par rapport aux intérêts de chaque individu sera de courte durée et échouera en définitive lamentablement. Il en sera ainsi quels que soient les groupes ou les parties qui participeront à cette tromperie. Dans sa déclaration, M. Manley a suivi le raisonnement absurde selon lequel toute société africaine ou non blanche est démocratique si elle garantit les intérêts d'une minorité, qui est blanche; par contre, une société qui ne le fait pas, même si elle est gouvernée par la majorité, est ipso facto une société non démocratique - voilà bien un raisonnement raciste.

La majorité écrasante des opprimés et des dépossédés d'Azanie a manifesté son appui à des sanctions punitives. Plusieurs syndicats, des groupes communautaires et religieux, notamment dans les communautés opprimées, et d'autres dirigeants des opprimés ont appuyé les sanctions, bien qu'ils sachent qu'ils risquaient la prison car la réclamation de sanctions est interdite d'après une loi en vigueur dans la réglementation raciste. Les seules personnes qui se sont prononcées contre les sanctions sont celles qui ont toujours profité de l'exploitation des masses laborieuses azaniennes, qui ont même mené des études qui ne sont que des inventions pour appuyer leurs positions discréditées.



M. Makhandia

Les masses dépossédées de l'Azanie ont imposé avec succès leurs propres sanctions à l'intérieur du pays - elles boycottent les magasins appartenant aux racistes, elles refusent de travailler pour eux et refusent de temps en temps d'acheter leurs marchandises. Ces actes ont eu des effets dévastateurs sur le système oppressif de l'apartheid.

Plusieurs petits commerçants afrikaner ont dû en appeler directement au Président raciste, sans passer par leurs représentants, pour que leur situation s'améliore car ils dépendent du pouvoir d'achat de la majorité opprimée pour gagner leur vie. Cela s'est vu dans plusieurs régions rurales d'Azanie. Dans certains cas, le régime raciste a dû avoir recours à la police et à l'armée pour obliger la majorité opprimée à acheter dans ces commerces.

Les mesures internes prises par les opprimés ont aussi contribué à la baisse des activités commerciales. C'est ainsi que les multinationales sont en train de vendre leurs actions et leurs équipements aux capitalistes locaux. Un grand nombre de ceux qui exercent des professions libérales ont émigré dans d'autres pays, ce qui a fait encore diminuer les activités commerciales.

Le taux des suicides parmi les Blancs, non seulement dans l'armée mais également parmi la population qui opprime, a atteint des proportions astronomiques. Les transactions immobilières sont en forte baisse. Il y a plus de maisons dans les quartiers blancs qu'il n'y a d'occupants, tandis que les Noirs opprimés ne peuvent vivre que dans les camps de squatter. Le retranchement a accru le désespoir parmi la population privilégiée.

Ce sont là des réalités qui conduisent les racistes à vouloir apparemment régler le problème et qui ne feront qu'empirer avec le temps. Les masses laborieuses de l'Azanie sont tout à fait conscientes de ces tendances, et ne vont pas relâcher leurs efforts.

M. Makhandia

Jusqu'à présent, ce genre de mesures a eu les effets escomptés, qui étaient d'attirer l'attention des racistes et de les amener à s'attaquer à la question des spoliés et des opprimés, ne serait-ce qu'à regret. Le Conseil peut faire accélérer cette approche non violente en adoptant des mesures punitives contre les racistes.

Nous, les membres du Pan Africanist Congress of Azania, estimons néanmoins que notre peuple peut être son propre libérateur et que c'est à nous qu'incombe la responsabilité d'accroître sa capacité d'instaurer les changements que nous demandons en vue d'une Azanie non raciale, démocratique et socialiste. A cette fin, nous avons déclaré que 1987 serait l'année où nous armerions notre peuple, où nous l'armerions, physiquement et mentalement, parce que nous estimons qu'aucun peuple ne peut voir ses enfants massacrés et jetés dans des prisons à un âge tendre sans s'armer pour les défendre. Ne pas le faire serait violer le principe sacré selon lequel le Royaume de Dieu leur appartient.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie M. Makhandia des paroles aimables qu'il m'a adressées.

L'orateur suivant est l'Observateur permanent de l'Organisation de la Conférence islamique (OIC), que le Conseil a invité conformément à l'article 39 de son règlement intérieur provisoire. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

M. ANSAY (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, puisque c'est la première fois, ce mois-ci, que nous prenons la parole au Conseil, je saisis cette occasion pour vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil et vous présenter mes meilleurs vœux de succès lors des travaux et délibérations du Conseil. Je suis certain que vos qualités professionnelles bien connues vous permettront de mener à bien les travaux du Conseil pour le mois en cours. Permettez-moi également de saluer à cette occasion le rôle important que votre grand pays, la Zambie, joue, en tant qu'Etat de première ligne, dans la défense de la liberté et dans la lutte de libération en Afrique australe et ailleurs.

Je tiens également à rendre un hommage bien mérité à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Andres Aguilar, du Venezuela, pour le talent et la compétence avec lesquels il a dirigé les travaux du Conseil le mois dernier.

M. Ansay

Je voudrais également vous remercier de m'avoir donné l'occasion, en tant que représentant de l'Organisation de la Conférence islamique, de participer aux discussions du Conseil de sécurité sur la situation qui règne en Afrique australe. Nous sommes réunis une fois encore pour examiner la poursuite par le régime de Pretoria de sa politique d'oppression, de racisme et de colonialisme contre des millions de nos frères africains qui continuent de lutter et de subir cette présence colonialiste et cette politique raciste dans la région de l'Afrique australe. Nous participons à ce débat pour exprimer notre très profonde préoccupation devant la situation qui règne en Afrique australe et la politique de ségrégation raciale qui est imposée au fier peuple d'Afrique australe.

La fréquence avec laquelle le Conseil s'est réuni pour examiner la seule question de l'Afrique du Sud prouve que la situation créée par l'apartheid et la ségrégation raciale dans ce pays fait peser une menace sur la paix et la sécurité internationales et préoccupe la communauté internationale.

Le monde musulman, guidé par les nobles préceptes de l'Islam, défend l'égalité de tous les êtres humains, quelles que soient leur race, leur couleur ou leurs croyances, condamne l'apartheid et la discrimination raciale et appuie pleinement la juste lutte du peuple d'Azanie contre le régime minoritaire raciste illégal de Pretoria pour la réalisation de ses droits justes et inaliénables.

Mon organisation, qui a toujours suivi de près les événements en Afrique, étant donné que 24 de nos membres viennent de ce grand continent, a participé activement à tous les efforts déployés par les Nations Unies, l'Organisation de l'unité africaine, le Mouvement des pays non alignés et un certain nombre d'autres organes et organisations internationales pour mettre un terme à la politique d'apartheid et aux pouvoirs exercés par la minorité en Afrique du Sud. Lors du cinquième Sommet islamique, qui a eu lieu au Koweït du 26 au 29 janvier 1987, elle a, une fois encore, solennellement déclaré que l'élimination de l'apartheid sous toutes ses formes et manifestations et la création d'un gouvernement majoritaire reposant sur l'exercice libre et complet du suffrage universel par l'ensemble de la population adulte dans une Afrique du Sud unie et non fragmentée constituaient la seule base d'une solution juste et durable en Afrique australe. L'Organisation de la Conférence islamique réaffirme son appui à la lutte menée par le peuple

M. Ansay

courageux d'Afrique du Sud et son mouvement de libération nationale pour mettre fin au régime d'apartheid et permettre au peuple d'Afrique du Sud d'exercer ses droits fondamentaux et ses libertés démocratiques.

Nous saisissons cette occasion pour exprimer notre entière solidarité avec les Etats de première ligne et autres pays voisins dans l'appui qu'ils apportent à la lutte de l'African National Congress de l'Afrique du Sud (ANC), du Pan Africanist Congress of Azania (PAC) et de la South West Africa People's Organization (SWAPO), comme l'a déjà déclaré devant le Conseil S. E. M. Pirzada, Secrétaire général de l'Organisation de la Conférence islamique. Le cinquième Sommet islamique au Koweït a demandé que nos Etats membres apportent toute l'aide nécessaire à ces pays pour qu'ils puissent supporter les agressions répétées commises par le régime raciste de Pretoria contre leurs populations, leur souveraineté, leur intégrité territoriale, leur sécurité et leur stabilité.

Le cinquième Sommet islamique au Koweït a notamment décidé de créer un comité de l'Organisation sur l'Afrique du Sud et la Namibie, présidé par notre Secrétaire général. Ce comité ministériel serait constitué de six membres, désignés par le Secrétaire général de l'OIC, en consultation avec les Etats membres, sur la base de la répartition géographique.

Le cinquième Sommet islamique au Koweït a encouragé les pays musulmans à promouvoir l'ouverture et la création dans leurs capitales respectives de bureaux de représentation des mouvements de libération de la Namibie et de l'Afrique du Sud et de leur octroyer les privilèges et immunités nécessaires pour l'exercice de leur mission.

Le cinquième Sommet islamique au Koweït a également réaffirmé la légitimité et la justesse de la lutte héroïque menée par les peuples de l'Afrique du Sud et de la Namibie pour se libérer de la domination coloniale, de l'oppression raciste et de l'apartheid, et a fermement condamné la politique d'apartheid raciste odieuse du régime minoritaire qui constitue un véritable crime contre l'humanité et une menace réelle à la paix et à la sécurité internationales, ainsi que son occupation continue et illégale de la Namibie et son agression répétée contre les Etats de première ligne. Le cinquième Sommet a également condamné la collusion, notamment dans le domaine nucléaire, entre le régime d'Afrique du Sud et l'entité sioniste, dans le but d'exercer leur hégémonie sur les peuples africains et arabes et de faire obstacle à leur développement économique et social. Le cinquième Sommet a

M. Ansay

noté avec satisfaction l'adoption par le Sénat des Etats-Unis de sanctions économiques contre le régime de Pretoria et l'extension de l'éventail des sanctions adoptées par certains pays européens contre ce régime. Il a également noté avec satisfaction le retrait de certaines sociétés commerciales et banques occidentales de l'Afrique du Sud et a demandé la poursuite de ces mesures.

Le cinquième Sommet islamique au Koweït a également encouragé le Conseil de sécurité à imposer des sanctions efficaces et de grande portée contre l'Afrique du Sud, conformément aux dispositions du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Il est regrettable que certains Etats aient encouragé le régime raciste de Pretoria à persister dans ses desseins illégaux et agressifs grâce à leur assistance politique, militaire, économique ou autre. N'est-il pas paradoxal qu'Israël ait toujours été particulièrement généreux dans son appui au régime raciste de Pretoria? N'est-il pas également paradoxal que la formule d'"engagement constructif" permette au régime de Pretoria d'être encore plus intransigeant?

M. Ansay

Il est grand temps que ces pays reconnaissent la banqueroute de leurs politiques, auxquelles leurs propres peuples s'opposent. Il est de leur devoir, de leur responsabilité solennelle de s'associer sans équivoque à la communauté internationale pour appuyer la majorité noire en Afrique du Sud dans sa juste lutte.

L'Organisation de la Conférence islamique, conformément aux préceptes de l'Islam et aux buts et objectifs de sa charte, qui reposent sur les principes de non-discrimination, d'égalité, de justice, de dignité de l'homme, de tolérance, de paix et d'harmonie, continuera d'exercer tous ses efforts en vue de l'élimination totale du racisme, de la discrimination raciale et de l'apartheid sous toutes leurs formes et manifestations, où qu'ils existent.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je remercie M. Ansay des paroles aimables qu'il m'a adressées.

Il n'y a plus d'orateur inscrit pour cette séance. La prochaine séance du Conseil de sécurité consacrée à l'examen de la question inscrite à l'ordre du jour aura lieu demain, vendredi, 20 février 1987, à 10 h 30.

Je voudrais une fois de plus lancer un appel aux membres pour que nous commencions les séances à l'heure. Nous avons dépassé l'heure aujourd'hui parce que nous avons commencé tard. Je vous demanderai donc à nouveau de faire un effort particulier pour arriver à l'heure de façon que nous puissions commencer nos travaux à 10 h 30 précises.

La séance est levée à 18 h 25.